

[Text]

understands what he is doing, rather than putting very strict provisions on its entry.

Finally, in some cases a young person is quite prepared to give an oral waiver with regard to statements he makes, but refuses to sign a written waiver. We would allow the courts to admit an oral waiver as being acceptable on a case like that.

The purpose of these amendments is really to reinforce the philosophy under the act, in our view, to make it work the way in which it was intended by Parliament and swing the pendulum back so that public protection and commonsense enter back into the picture.

Mr. Kindy: I tend to agree with the Solicitor General that those are probably good amendments. I have no other questions.

The Chairman: Thank you, Dr. Kindy. Mr. Jepson, there are two minutes left. I would then propose to go to the Official Opposition for 10 minutes and back to the government for 10 minutes. Can you pose your questions in the first two minutes?

Mr. Jepson: I will try my best. It pertains to the start of our meeting. It was quite distressing for me to sit here and listen to the opposition member, Mr. Nunziata, bring up the matter of an individual or colleague who is possibly going to be charged. We have seen other illustrations of this with other elected members that have been brought before various committees for individual reasons, shall we say, on charges or applied charges. Personally, I just find it so distasteful and pure political opportunism that Mr. Nunziata would raise the issue in such a forthright manner before this matter has come up before courts or anything else.

• 1640

I think overall it just reinforces a problem that we are seeing on an ongoing basis, and that is that people in public office whose reputation is extremely important if they are to hold a responsibly elected office not have this kind of information put forward prematurely so that people are going to prejudge. Is there any way...? Are you contemplating any means of hopefully making it possible that people do not leak this kind of information? Because I think there has to be a general feeling in the public that so often people in their minds, when they hear these things, will prejudge or rush to conclusions. I think it poses a very serious matter. A lot of these individuals on both sides of the House who have had these charges or investigations have suffered unjustly for it.

Mr. Beatty: No, Mr. Chairman, I am not contemplating legislation of some sort to deal with that. In the final analysis, in a free and open society we are reliant upon the common sense, the good judgment, and the sense of decency of individuals in terms of their behaviour and the constraint on...

Mr. Nunziata: On a point of order, Mr. Chairman, one can take so much. I did not mention any names; the names were mentioned in a press report today. A cloud has been cast over a

[Translation]

plutôt que d'imposer des dispositions très strictes concernant son témoignage.

Pour terminer, je soulignerai que dans certains cas le jeune est tout à fait disposé à renoncer oralement aux déclarations qu'il a faites, mais qu'il refuse de signer une renonciation écrite. Nous pourrions permettre aux tribunaux d'admettre une renonciation orale comme étant acceptable dans une situation de ce genre.

L'objet de ces amendements est de renforcer la philosophie qui sous-tend la loi pour qu'elle s'applique comme l'avait prévu le Parlement afin que le retour du pendule assure la protection du public et le retour du bon sens dans cette situation.

M. Kindy: Je serais porté à dire que les amendements mentionnés par le solliciteur général sont probablement bon. Je n'ai pas d'autres questions.

Le président: Merci monsieur Kindy. Monsieur Jepson, il reste deux minutes. Je me propose ensuite de donner 10 minutes à l'Opposition officielle et 10 minutes au gouvernement. Pouvez-vous poser vos questions pendant ces deux premières minutes?

M. Jepson: Je vais essayer. Je voudrais revenir à ce qu'on a dit au début de notre réunion. Il m'a été très pénible d'avoir à écouter le député de l'opposition, M. Nunziata, nous parler d'une personne ou d'un collègue qui pourrait être accusé. Nous avons eu d'autres exemples de députés élus qui ont dû comparaître devant divers Comités pour des raisons personnelles à cause d'accusations directes ou indirectes. Je trouve personnellement de mauvais goût et relevant de l'opportunisme politique tout simplement, le fait que M. Nunziata soulève la question de façon si directe avant que la chose soit portée devant les tribunaux ou ailleurs.

De façon générale, cela souligne davantage le problème qui se pose en permanence, c'est-à-dire que des personnes qui occupent des postes publics et dont la réputation est extrêmement importante pour qu'elles puissent continuer à occuper ces postes auxquels elles ont été élues, ne voient pas ce genre de renseignement divulgué prématurément afin qu'elles ne soient pas jugées d'avance. Est-ce qu'il y a quelque façon...? Prévoyez-vous que ce soit possible d'empêcher que les gens divulguent ce genre d'information? Le public doit avoir un peu l'impression, lorsqu'il entend ce genre de chose, qu'il peut juger à l'avance ou s'il y aurait ou non des conclusions. Cette situation pose un problème très sérieux. Un grand nombre des députés des deux côtés de la Chambre qui ont dû faire face à ce genre d'accusation ou d'enquête en ont souffert injustement.

M. Beatty: Non, monsieur le président, je ne prévois pas de loi pour ce genre de situation. En dernière analyse, dans une société libre et ouverte, nous nous fions au bon sens, au bon jugement, à la décence des gens quant à leur comportement et aux contraintes...

M. Nunziata: J'invoque le Règlement, monsieur le président, il y a une limite à ce que l'on peut accepter. Je n'ai pas mentionné de noms, ces noms figuraient dans un article de la